TERRE LIBRE

MENSUEL. — UN AN : 3 fr. LE N° : 0 fr. 25. ORGANE FÉDÉRALISTE-LIBERTAIRE ANNÉE II NUMÉRO 13. — MAI 1935.

Premier Mai 35

« Le Premier Mai, c'est l'Espérance », comme dit la vieille chanson. C'est aussi la poussée des feuilles : nos arbres vont se garnir, reprendre comme chaque année leur agréable verdure.

L'apparition des feuilles vient nous rafraîchir la vue, le coloris qui chaque jour s'accentue nous présente le renouveau de la vie. C'est le printemps, la vie devient plus attrayante.

La politique aussi bourgeonne, et les bulletins de vote jonchent les rues, en attendant d'être glissés dans l'urne et de porter au pouvoir nos dirigeants multicolores. Ces feuilles-là aussi nous reviendront, mais sous forme de feuilles d'impôts !

Elles ne suivront pas le rythme du soleil ; nos gouvernants tiendront cette année à cause des élections, à ne pas nous les adresser trop tôt, pour ne faire nulle peine à leurs fidèles électeurs. Mais les élections terminées, ce sera notre automne : chûtes de feuilles à l'adresse des contribuables.

Et comme les décrets-lois auront librement cours, les assujétis seront plus nombreux que jamais.

Cette année, l'Etat ayant besoin d'argent pour assurer la paix, la guerre sera déclarée aux imposables et ces derniers ne pourront pas arguer que la mobilisation du trop fameux Viviani n'est pas la guerre ; *les poursuites suivront*.

Vous pesterez, vous protesterez en vous-mêmes contre le gouvernement, vous pourrez même dire : c'est honteux d'imposer le travail ! Car cette fois tous les travailleurs seront imposés davantage.

Pas beaucoup, il est vrai, nos dirigeants vous accordent un maximum de 10% pour vos frais (nourriture, transports, etc.) et fort heureusement nos exploiteurs ont pensé à diminuer nos salaires.

Oui, il y a feuille et feuille, le gouvernement précipitant les coloris vous en fera parvenir, des blanches, des vertes, des jaunes et des bleues.

Vous pourrez toujours rouspéter au percepteur, ensuite au contrôleur, vous n'y rencontrerez jamais un humain mais un mur ; mur solide, inattaquable ! Car la loi est là vous guettant comme l'apache au coin d'une rue ; elle vous rappelera à la réalité d'être citoyen, donc électeur, un électeur souverain qui en une seconde dépose sa souveraineté dans l'urne pour subir ensuite les fantaisies de ses maîtres.

Camarade, tu as entendu parler des exploiteurs directs, mais ni dans les réunions publiques, ni dans les déclarations des programmes politiques il n'est question des exploiteurs indirects, lesquels sont les faiseurs de lois : nos élus, nos Topazes municipaux et parlementaires !

Un principe bien simple devrait présider à nos destinées, c'est celui du droit à la vie. Mais ce droit-là, nos parlementaires ne veulent pas te le laisser, camarade !

Alors prends-le, c'est ta vie, elle t'est personnelle, seul tu peux en disposer !

Mort aux tyrans ! LAURENT.

Terre Libre publie mensuellement les éditions régionales suivantes, rédigées et administrées selon le principe de la décentralisation fédéraliste :

Paris-Banlieue. — L. Laurent, 26, avenue des Bosquets, Aulnay-sous-Bois (S. et O.).

Est. — Correspondance : Boîte postale 174, à Colmar (Haut-Rhin).

Nord-Est. — Hoche Meurant, 1, rue d'Arcole à Croix (Nord).

Nord-Ouest. — E. Boclet, rue de Gamaches à Fressenneville (Somme).

Ouest. — R. Martin, Bourse du Travail, à Brest (Finistère).

Sud-Ouest. — L. Boué, sculpteur à Saint-Sulpice-la-Pointe (Tarn).

Centre. — R. Dugne, « Les Fichardies » au Pontel par Thiers (Puy-de-Dôme).

Midi. — A. Prudhommeaux, 10, rue Emile-Jamais à Nimes (Gard).

Sud-Est. — Provisoirement : même adresse que l'édition du Midi.

Afrique du Nord. — Saïl Mohamed, 10, rue d'Amiens, Aulnay-sous-Bois (Seine et Oise).

TÉMOIGNAGE

« Le Mouvement anarchiste a, en Espagne, un programme bien précis, économique, social et politique. Il exprime indéniablement le tempérament espagnol. C'est de lui que viendra le salut, s'il remédie à ses faiblesses et principalement à son manque de cohésion. Les communistes sincères, les socialistes revenus de leurs illusions réformistes doivent renforcer le mouvement anarchiste qui est solide, qui vit, qui a une base, qui est le seul courant social susceptible de faire la Révolution en Espagne

» Les Anarchistes n'ont pas trahi. Ils ont combattu où ils avaient à combattre. Que tous les révolutionnaires véritables leur apportent leur appui, s'efforcent de faire disparaître leurs faiblesses, afin de vaincre la vague fasciste grandissante et d'instaurer en Espagne le communisme libertaire ! » WAR VAN OVERSTRATEN.

Ex-secrétaire du P. C. belge, Fondateur de la Troisième Internationale en Belgique.

A toi, jeunesse !

Mai, plus encore que Mars, est le mois rouge du Travail. C'est le mois de la chaleur, de la vie et de la beauté, le mois magique du soleil et du renouveau, de la couleur et de l'abondance, de l'énergie et des chants. Les vieilles civilisations célébraient le premier jour de Mai comme fête de la résurrection de leurs dieux, aux temps où les dieux étaient encore l'incarnation de l'inspiration et de de l'espérance humaines. Maintenant que toute la richesse et la chaleur de son appel à la vie ne saurait plus ranimer la froideur fossile des religions mortes, c'est le Travail qui est l'espoir du Monde et le mois de Mai est devenu le mois du Travail. Mais comme notre travail dans l'esclavage est la privation même de la joie et de la liberté qui soufflent sur la terre en fleurs, le mois de Mai nous fait haïr nos chaînes et nous remet debout pour la conquête du soleil nouveau, du travail nouveau dans la fraternité des peuples. Il nous empêche de désespérer de la vie.

« La beauté du mois de Mai est une satire sur » la société capitaliste, — a écrit le révolution- » naire écossais Guy A. Aldred ; — c'est une » ironie sur le labeur salarié. Elle appelle à une » opposition active, révolutionnaire, contre le pré- » sent ordre social, et sonne au prolétariat le réveil » pour qu'il prenne possession de la terre. Alors » seulement, nous aurons un vrai mois de Mai, un » mois de travail heureux en harmonie avec la » nature, une époque d'harmonie, au lieu du désac- » cord présent.

» Le soleil brillera dans toute sa gloire, non » plus sur des maîtres et des esclaves, sur des » palais et des bouges, mais sur un monde » d'hommes libres et de femmes libres, citoyens » de la terre, vaillants, solidaires et égaux.

» Près d'un demi-siècle a passé depuis que le » congrès de Paris de « l'Association Internationale » des Travailleurs », à la suggestion de la section » américaine des « Chevaliers du Travail », a ins- » titué la manifestation du premier Mai. L'idée » était de donner un symbole à la lutte directe du » travail contre le capital et de faire entendre dans » la bataille sociale, le son d'une note de victoire. » Ce symbolisme a été broyé par les conditions » économiques et l'appel de Mai a perdu sa signi- » fication intérieure. Ceci était inévitable. Les » symboles ne peuvent satisfaire indéfiniment. La » lutte vers l'émancipation est autre chose qu'un » simple cortège. Le véritable apport, l'essence » vivante de l'idée de Mai était perdue, du jour » où l'idée d'une « cérémonie » fut acceptée. Le » Premier Mai avait menacé le carriérisme par- » lementaire, et c'est pourquoi les chefs oppor- » tunistes et parlementaires en ont falsifié le sens » jusqu'à en faire un défilé de fête. Ils en tuèrent » toute l'énergie. Pour eux, la germination du » printemps, symbole de l'éveil des travailleurs à

» la conscience, était un présage de malheur. C'est » pourquoi ils tempérèrent l'enthousiasme des » masses et leur firent entendre, par des paroles » trompeuses, que toutes ces choses auxquelles ils » aspiraient seraient à eux du jour où ils trans- » porteraient leur unanimité du terrain de l'action » directe à celui du suffrage universel. Le Pre- » mier Mai, de ce jour, fut ravalé en « parade » électorale ».

» C'est ainsi que le parlementarisme — qui a » liquidé le socialisme — a triomphé du premier » Mai et de l'énergie de l'Appel de Mai à la » révolte et à l'action. Le premier Mai ne dit plus » rien aux consciences ouvrières, et n'est plus » imposé par les masses. « A quoi bon arrêter le » travail et manifester précisément ce jour-là ? » » demandent les politiciens professionnels et les » carriéristes syndicaux sur un ton de dédaigneuse » sagesse. Ces gens-là ont horreur du dérangement » et du trouble, parce qu'ils ont le sens de leur » importance croissante dans le capitalisme, et ne » désirent qu'une marche sans à-coups de la ma- » chinerie politique et sociale, en vue de leur » propre avancement individuel, et d'un plus com- » plet asservissement du vaste troupeau dont ils » ont la garde. »

***

Les opportunistes ont fait du Premier Mai un jour de compromis et de mensonge. Les militaristes rouges l'ont déformé en une vaine parade, un bluff révolutionnaire sans réelle volonté de lutte. Les masses l'ont oublié comme un rite suranné. Et les pires étrangleurs du prolétariat en ont recueilli l'héritage, comme ils se sont emparés du drapeau rouge, des vieux chants révolutionnaires, et de tout ce qui parle encore au cœur des foules un langage dont les paroles, trop passivement répétées, ont cessé d'être comprises. Hitler, en 1933, a célébré son Premier Mai à Berlin, une main sur l'épaule de Leipart, président de la C. G. T. allemande, et l'autre sur celle de Wells, président de la social-démocratie. En 1934, le parti « ouvrier » national-socialiste a célébré sur le Brocken, jadis hanté par les sorcières, la fête mystique du réveil de l'Allemagne. De cette confiscation démagogique, Caballero en Espagne, Mazarick en Tchécoslovaquie, Staline à Moscou, avaient donné déjà l'exemple, transformant en fête nationale ce qui avait été la journée internationale de lutte de tous les sans-patrie du monde...

...Le Premier Mai est mort. Le socialisme autoritaire l'a tué. Bien plus, il a fait de son cadavre le pantin d'une comédie de ventriloque où le gouvernement du capital fait les demandes et les réponses. C'est au socialisme libertaire qu'il appartient de ressusciter le Premier Mai. C'est en vous, les jeunes, que refleurit ce qui fut son âme. La volonté de la faire revivre doit inspirer notre propagande et notre action.

Si vous voulez faire revivre le Premier Mai, non pas comme la vaine célébration d'un rite formel, mais comme un jour d'appel à la Révolution sociale, — si vous voulez faire de cette journée une épopée capable d'enflammer le sang des hommes et de le chauffer à blanc dans la fournaise d'un enthousiasme vrai — il vous faut remonter à ses origines, à ses traditions premières, qui sont *les nôtres*, aux grands souvenirs de douleur et de lutte dont l'écho se prolonge encore dans le monde, inspirant le lourd sommeil des opprimés avec des rêves de révolte et de liberté, et imposant aux mauvaises consciences des dominants les cauchemars d'une angoisse insurmontable.

Les anti-autoritaires se rappellent que le Premier Mai fut leur création, leur œuvre, celle de leurs militants et de leurs martyrs. Il faut qu'ils enseignent à la jeune génération ce que furent les espoirs de nos devanciers, leurs efforts et leurs sacrifices. Quel thème plus approprié pourrions-nous choisir à cette fin — à part l'histoire du 1er mai 1886 et des martyrs de Chicago — que l'histoire grandiose des communards ? A. P.

Les Stérilisations de Bordeaux et la Vasectomie

La retentissante affaire des libertaires bordelais, accusés de pratiquer des « opérations de stérilisation sur des êtres humains », nous a montré une fois de plus ce que peut la presse stipendiée de droite et de gauche dans le domaine du mensonge et de la calomnie.

Devant le flot d'insanités déversé sur nos camarades, on ne peut s'empêcher d'évoquer le remarquable procès des stérilisateurs autrichiens qui se déroula devant la Cour d'assises de Graz (Autriche) du 6 juin au 4 juillet 1933.

Comme on se le rappelle, les quotidiens nationaux et internationaux avaient présenté Pierre Ramus et ses amis comme d'abominables criminels qui, pour s'enrichir, mutilaient affreusement les hommes.

Mais le procès ayant démontré l'inanité de ces stupides accusations, la Cour, après deux jours de délibérations, acquitta tous les accusés.

Il est inouï de constater la mauvaise foi, l'ignorance et la malfaisance de tous les larbins de la plume, confondant à dessein pour les besoins de leur criminelle cause : *vasectomie* et *castration*, afin de ridiculiser et de frapper ensuite les militants anarchistes.

Si tout le monde connait ce qu'est la castration, combien en est-il qui connaissent la vasectomie ? — son véritable rôle dans la société et en quoi consiste cette bénigne opération ?

C'est le docteur William Belfied de Chicago qui, le premier en 1907, exposa les bienfaits de la vasectomie.

Des expériences appliquées en Amérique sur certains condamnés, connurent le plus grand succès.

La vasectomie étant le plus simple et le plus efficace de tous les moyens anticonceptionnels, son procédé offrant la plus grande garantie et ne présentant aucun risque pour la santé des opérés, un grand nombre d'Etats et tout récemment l'Allemagne hitlérienne, reconnaissant qu'il y a un intérêt primordial à empêcher la reproduction des dégénérés, tarés, criminels, etc... ont décrété ce genre de stérilisation.

Poursuivant les études de la vasectomie, le célèbre professeur Eugen Steinach pratiquait cette opération comme complément de la prostatectomie et pour combattre les effets de la vieillesse prématurée.

On sait que, si un organe a deux fonctions et que l'une d'elles soit annulée, l'autre devient plus active et concentre en elle le fonctionnement de l'organe. Or, le testicule a deux fonctions : celle de produire les spermatozoïdes et celle de produire une secrétion qui passe dans le sang, causant certains caractères sexuels et modifications psycho-physiologiques. Il est prouvé que la vieillesse prématurée est due à la diminution de cette sécrétion interne, de laquelle dépend la vigueur du corps et la bonne disposition au travail.

L'opération de la vasectomie n'entraîne aucune altération des autres fonctions organiques ; au contraire, elle a une influence favorable sur la santé et contribue même à la guérison de certaines maladies chroniques.

En 1927, reprenant la théorie du docteur Steinach, qui qualifiait cette opération de « rajeunissement » et en réservait le bénéfice aux gens riches, le docteur Schmerz, grand chirurgien à l'Université de Graz, fit de la vasectomie une question sociale et eugénique en opérant d'une façon tout à fait désintéressée des hommes de la classe ouvrière, surchargés d'enfants, qui n'en voulaient plus ou n'en pouvaient plus élever d'autres.

Avec un peu d'habitude, l'opération se fait rapidement, en trois ou quatre minutes, après simple anesthésie locale.

Cette opération consiste dans la ligature ou le sectionnement de chacun des deux canaux qui conduisent le sperme du testicule à la vésicule

Les opérés conservent le désir du coït et peuvent le satisfaire ; leur érection est normale ; l'éjaculation, composée principalement de liquide prostatique, est légèrement diminuée, mais la *volupté* n'est pas abolie (l'orgasme n'étant en rien diminué).

L'homme ainsi stérilisé n'est pas un « châtré », un « impuissant », il ne lui manque que la faculté de fécondation : les spermatozoïdes sont absents de son éjection, ainsi qu'on peut le constater au microscope.

La vasectomie offre encore cet avantage que l'homme vasectomisé peut jouir à nouveau de sa capacité fécondatrice en subissant l'opération inverse, à la condition toutefois qu'elle ne soit pas faite plus de cinq années après la première opération.

Pour cela, il suffit de rétablir la communication des canaux déférents, ce qui permet aux spermatozoïdes de pénétrer dans le liquide séminal. En un mot, c'est comme si l'on rétablissait le courant électrique d'un fil coupé.

L'opération de la vasectomie peut être également réalisée sur la femme par la ligature des trompes de Fallope, mais elle est beaucoup plus sérieuse et même périlleuse.

D'après Eugen Relgis « ...il n'est pas exagéré de considérer la vasectomie comme une véritable révolution, non seulement dans le domaine de l'eugénisme, mais aussi dans le domaine social. On peut même affirmer qu'elle est à la base de la régénération de l'espèce humaine, des réformes sociales qui mèneront à la disparition de tant de maladies héréditaires ». De plus, c'est un procédé admirable de limitation des naissances, limitation plus que jamais nécessaire, car la surpopulation sans frein et sans contrôle est un des principaux facteurs qui engendrent la guerre comme l'a magistralement démontré Manuel Devaldès dans son magnifique ouvrage « Croître et Multiplier, c'est la guerre ».

A tous les points de vue : scientifique, biologique, éthique, eugénique, individuel, social et humain, la vasectomie, si nous en croyons certaines sommités du monde médical, peut être considérée à juste titre comme une merveille pour l'humanité.

Mais hélas ! dans un pays gouverné par le sabre et le goupillon, où l'infect « *lapinisme* » est proclamé vertu, se faire volontairement vasectomiser est pour les ignares repopulateurs un crime impardonnable de lèse-patrie.

L'inique et scélérate loi du 31 juillet 1920 ne suffisant plus, les pourvoyeurs de charniers réclament dans leur délire des sanctions encore plus sévères.

Plus que jamais, la liberté individuelle est bafouée ! !

Et ici se pose la question : une société qui laisse lentement mourir de faim et de misère des millions et des millions d'êtres humains (alors que les greniers sont pleins et que les magasins regorgent de produits de toute sorte), a-t-elle le droit d'empêcher et de punir des hommes conscients, animés du plus noble Idéal humain, de ne plus vouloir appeler d'autres élus à la misère ? A-t-elle le droit, cette société, de parler de mutilation, alors que pour de sordides et inavouables intérêts, décrétant d'infernales guerre, les corps sont broyés, décrétant d'infernales guerres, les corps sont broyés,

Non, vraiment, en fait de stérilisation, en entendant ce concert d'anarchophobie, on est en droit de se demander si tous ces odieux aboyeurs, ces chiens malfaisants, ne sont pas eux, *stérilisés du cerveau !*

LOUIS BOUÉ.

La première violence que subit ici-bas l'individu, c'est d'être mis au monde. G. CLEMENCEAU.

Les Feuilles de Documentation de « Terre Libre » — No 9.

MARINUS VAN DER LUBBE

Trois faux diplomatiques

Le document Oberfohren

Parrainage du Document. — Le « Livre Brun », rédigé pour les Editions du Carrefour (Trust Munzenberg) sous la responsabilité du Comité Mondial d'Aide aux Victimes du fascisme hitlérien, a publié les principaux passages du « document » et s'est en outre porté garant de son authenticité et de sa véracité (novembre 1932).

Auteur supposé. — Le Dr Oberfohren, leader du groupe national-allemand au Reichstag, mort (suicidé (?) le 3 mai 1932, aurait rédigé ce mémoire anonyme qui fut recopié à la machine et envoyé à diverses personnes. Un des exemplaires dactylographiés serait parvenu « par des voies détournées » en la possession des auteurs du Livre Brun.

Le « document Oberfohren » se propose d'établir « la vraie signification de l'Incendie du Reichstag, préparé par Hitler dans le but d'effrayer les partis parlementaires et de les rallier autour de lui par la crainte d'un prétendu putsch communiste ».

Oberfohren, prétend le Livre Brun, aurait été le confident d'Hitler et au courant des préparatifs de l'incendie ! Ceux-ci auraient même été discutés en conseil de cabinet, et Oberfohren aurait protesté contre l'inutilité d'une alarme qui pouvait jeter inutilement le gouvernement dans une aventure, alors que les communistes se montraient parfaitement inoffensifs.

Le Dr Oberfohren devint le principal adversaire d'Hitler dans le sein du parti national-allemand. Il est dit avoir participé à un complot militaire englobant les chefs du Casque d'Acier, de la Reichswehr, et l'entourage immédiat du président Hindenbourg, dans le but de s'emparer de la personne d'Hitler et des principaux ministères, à la faveur d'un défilé triomphal des troupes dans Berlin. Cette tentative devait bénéficier de l'appui moral des partis parlementaires menacés par l'hitlérisme, car Oberfohren leur avait promis la légalité sous la dictature militaire projetée, laquelle conduirait éventuellement à la restauration de la monarchie.

C'est pour appuyer moralement le complot militaire qu'aurait été préparée la divulgation des «responsabilités hitlériennes dans l'incendie». Mais le projet lui-même semble n'avoir reçu aucun commencement d'exécution.

Récit de l'Incendie. — Les détails donnés sur l'incendie résulterait de ce que le document Oberfohren nomme « les informations officielles » (du parti national-allemand) De ces « informations » elles-mêmes, le « Livre Brun » ne cite que quelques mots. Cependant, il les illustre par des schémas « criminalogistes » et par des détails rocambolesques d'une grande « précision ».

L'incendie du Reichstag est représenté comme une action collective de grande envergure, entreprise par des équipes nombreuses et sous la protection de sections d'assaut :

« Il fallait des hommes qui, d'une part, ne reculassent devant aucun crime et qui d'autre part fussent » par de nombreux crimes, commis en commun, liés si » fortement à la direction national-socialiste qu'aucune » trahison ne fût à redouter. La direction national-» socialiste est riche en hommes qui remplissent ces » conditions. Dans ses rangs, se trouvent des assassins » de la Vehme comme le lieutenant Heines et le lieu-» tenant Schulz, des criminels comme le Dr Ley et » Kaufmann, des aristocrates dégénérés et pervertis » comme le comte Helldorf. De cette masse d'hommes, » enchaînée à la direction nazi, la colonne des incen-» diaires fut formée. La direction en fut confiée à » l'assassin Heines. Son second fut l'assassin Schulz, et » sous son commandement travaillait le chef des sec-» tions d'assaut de Berlin, le comte Helldorf. »

« La première tâche de la colonne était le transport » du matériel incendiaire. Pour cela, les incendiaires se » servirent du couloir souterrain qui, de la maison de » Gœring, mène au Reichstag. Le chemin a du être » parcouru plusieurs fois. Ils commencèrent leur travail » sur un signal convenu, qui faisait savoir que les der-» niers députés avaient quitté le Reichstag. Il n'y avait » pas de danger d'être découvert par les fonctionnaires » de service, ceux-ci ayant été renvoyés chez eux avant » la fin de leur service par l'inspecteur nation-socia-» liste du personnel du Reichstag. » — (*Livre Brun,* pages 109-110).

Le « Livre Brun » ajoute que Lubbe, pour satisfaire «sa mégalomanie», se plaça le premier de la colonne, ayant près de lui le comte Helldorf. Le « schéma criminalogiste » no 2 montre Van der Lubbe débraillé, la torche en main, debout dans l'amphithéâtre des séances, au milieu d'une horde de pétroleurs nazis qui s'affairent autour de lui. Une sorte de tuyau de poêle figuré sous le péristyle du monument représente tant bien que mal le souterrain mystérieux, cependant qu'autour du Palais de Gœring, on aperçoit des corps de garde, des sentinelles armées de carabines et jusqu'à un bateau flottant sur la Spree (*Livre Brun,* page 111). Toute cette mise en scène enfantine de révélations « criminalogiques» s'accompagne de détails absolument ridicules. Car les torches non-consumées, et le reste du « matériel incendiaire » abandonné dans le Reichstag en flamme sans parvenir à y brûler, représentaient, selon le « Livre Brun » un poids de « plusieurs quintaux », qu'il fallu transporter « par camions ».

Remarques. — Il suffit de constater l'invraisemblance de ce récit pour admettre qu'il n'a pas pour auteur un homme politique « sérieux », mais relève tout au plus de la psychologie d'un enfant de dix ans, abruti par la lecture du *Petit Journal illustré.*

C'est cependant sur cette base apocryphe et mensongère que s'élève tout l'édifice des « certitudes » construit par le « Comité Mondial d'Aide aux victimes du fascisme » dans un but qui n'a certes rien de commun avec la protection des antifascistes allemands.

Le document Kruse

Parrainage du document. — La « *Deutsche Freiheit* » organe du Front de la Liberté en Sarre (Trust Munzenberg), et dont par ailleurs on connait les attaches avec le quai d'Orsay et le comité des Forges, a osé se porter garant devant ses lecteurs, d'un témoignage encore plus grotesque que le précédent, connu sous le nom de document Kruse (juillet 1934).

Auteur supposé. — Les valets de plume du Trust Munzenberg, constatant leur impuissance à confectionner des documents de haute politique, ont cru être plus heureux en empruntant la personnalité d'un simple larbin, le nommé E. Kruse, valet de chambre (?) de Rœhm.

Après avoir réussi à échapper au massacre du 30 juin et à passer en Sarre, le nommé Kruse aurait éprouvé le besoin de rédiger une lettre au maréchal von Hindenburg et de glisser cette missive dans la boîte aux lettres de la *Deutsche Freiheit.* Cette lettre fut publiée en français sous les plus expresses réserves, par la *Tribune de Genève* du 26 juillet 1934.

Récit de l'incendie. — Voici le récit complet de l'incendie tel qu'il figure dans le « document Kruse » :

« Le 10 février 1933, on me convoqua en séance » confidentielle avec neuf camarades. Les organisateurs » en étaient Rœhm et Heines. Le plan de l'incendie » fut discuté avec précision et l'on posa la question à » chacun, concernant la participation à l'opération. On » nous fit jurer d'observer le mutisme absolu et d'at-» tendre les ordres. Un nommé Lobike, qui refusa sa » participation, fut arrêté sur-le-champ, et personne ne » l'a jamais revu.

» Van der Lubbe était une des relations amoureuses » de Rœhm et en même temps un type qui était frappé » de mégalomanie. Partout il voulait être le premier. » C'est pourquoi on lui donna des flambeaux en lui » disant d'entrer dans le bâtiment par la fenêtre. Il » ne savait rien de notre projet, car nous devions mettre » le feu dans la grande salle au moyen de poudre ex-» plosive. »

Notez ici une nouvelle version du rôle de Lubbe. En effet, il a été prouvé par notre camarade, malgré tous les efforts contraires de l'accusation, qu'il avait pénétré dans le Reichstag, sans aide extérieure, en fracturant une des fenêtres de l'étage principal, et opéré pour son propre compte. D'où la nécessité de concilier les prétentions du Comité Mondial avec les faits indiscutablement établis à Leipzig, et d'inventer une équipe incendiaire distincte de Lubbe, ayant opéré séparément. Or, cette équipe ne pouvait avoir agi après Lubbe, puisque celui-ci fut pris sur le fait au moment où le Reichstag fut envahi par la police. Il faut donc imaginer que le « véritable incendie était déjà organisé par les « véritables incendiaires » *avant l'entrée de Lubbe dans le Reichstag.* Bien que cette hypothèse soit inutile et même ridicule, elle forme le fond des prétendues révélations de Kruse et de Ernst qui ont été adoptées par le *Comité Mondial* comme « confirmation » du Livre Brun ou du moins comme positions de retraites après l'écroulement de la théorie tirée du « document Oberfohren ».

« Nous avons fait deux fois des exercices pendant la » nuit en courant par le couloir souterrain le plus vite » possible. Nous étions deux groupes, chacun de cinq » hommes, dont les chefs étaient Heines et Ernst. Les » participants étaient les nommés : 1. Brähm ; 2. Stett-» mann : 3. Nagel ; 4. Sirop ; 5. Kummelsbach ; 6. » Dieriger ; 7. Bratschke ; 8. Lehmann ; 9. Schmitz » et 10. moi-même, Kruse.

» Nous recûmes l'ordre final dans la nuit du 27 fé-» vrier, alors que nous étions réunis dans la cave du » palais de Gœring. On nous prévint que Van der » Lubbe était déjà devant le bâtiment. Chacun de nous » avait un sac de cellophane dans lequel il y avait une » espèce de poudre extrêmement légère ; en outre, un » rouleau de ruban en celluloïd. Nous avions l'ordre » de placer chacun à un endroit déterminé avec pré-» cision notre sac, et d'attacher notre ruban, dont une » extrémité devait être mise dans les mains de nos » chefs, c'est-à-dire à Ernst et Heines.

» Après avoir constaté que Van der Lubbe était bien » dans le bâtiment, ils ont allumé les rubans. L'effet » fut terrible. Les serpents de feu partirent, bientôt » suivis d'une détonation légère, puis l'air se remplit » comme de farine brûlante. Nous avions pris la fuite » immédiatement. Quant à Van der Lubbe, on lui avait » promis qu'il pourrait, après une détention assez longue, » s'évader avec l'aide de Rœhm. En outre, il devait re-» cevoir de l'argent pour passer en Amérique.

» Je frémis quand je pense aux camarades. Ils sont » tous disparus l'un après l'autre. Juste avant le 30 juin, » seulement Rœhm, Heines, Ernst, Nagel et moi nous » étions vivants ; aujourd'hui, je suis le dernier.

» Gœring et Gœbbels sont les pères spirituels de l'in-» cendie, et particulièrement Gœbbels, qui voulait s'en » servir en faveur de sa propagande. Voilà la vérité... » Excusez-moi si cette lettre est un peu confuse, mais » c'est la colère qui m'a surpris. Dieu m'est témoin.

» Avec ma profonde vénération, votre soldat alle-» mand et ancien membre des troupes d'assaut, tou-» jours fidèle. *E. Kruse* »

Remarque. — Cette nouvelle « révélation » contribue certes à rendre « un peu confuse » la position du Trust Munzenberg. Il est à peine besoin de noter qu'avec « Kruse », rien ne subsiste du récit authentique précédemment donné par « Oberfohren » et le Livre Brun. Rien, sinon l'affirmation, fort hors de propos, de l'homosexualité de Rœhm et de Lubbe, et de leurs rapports amoureux. Une accusation de ce genre, incompréhensible sous la plume d'un fidèle de Rœhm, et ne jouant aucun rôle explicatif dans le récit, est voué à un rôle parasite, d'autant que nos publications ont abondamment démontré la fausseté du *Livre Brun* au sujet des déviations sexuelles attribuées à Lubbe et de ses prétendues rencontres avec Rœhm. Une nouvelle retraite était donc nécessaire sur ce point. Et bientôt, abandonnant le récit « Kruse », la clique Munzenberg concentrait ses efforts dans la publication d'un nouveau faux, plus soigneusement rédigé.

Le document Ernst

Parrainage. — Le document Ernst, texte allemand, figure intégralement dans une publication officielle du Comité Mondial et du Trust Munzenberg, le « Weissbuch über die Erschiessungen des 30. Junis ». Dans cet ouvrage, il est présenté comme absolument authentique et véridique ; et c'est des mains du Comité que le do-

cument fut livré à la publicité de la presse, en décembre 1934.

Auteur supposé. — Ernst, principal lieutenant de Rœhm, assassiné le 30 juin sur l'ordre d'Hitler, aurait dicté le 3 juin ce document à son aide-de-camp Fiedler. Celui-ci devait en remettre à Heines, autre lieutenant de Rœhm, la minute dactylographiée. M. le Dr Branting, membre du Comité Mondial est censé avoir reçu copie du document, après la mort de Ernst, Heines et Fiedler (30 juin 1934), c'est-à-dire au moment même où s'élaborait la version Kruse.

Le « document Ernst » comprend un récit de l'incendie du Reichstag, et une lettre d'envoi (?), familièrement écrite à l'usage de Heines pour le mettre au courant.

Récit de l'incendie. — Nous citerons seulement la partie qui concerne l'exécution du plan d'incendie, et qui constitue à la fois un renversement et un perfectionnement de la version Kruse :

« A trois reprises, je visitai, en compagnie de Helldorf, le couloir souterrain pour me permettre de m'orienter. Entre temps, Gœring nous avait communiqué le plan du palais, la distribution du personnel, ainsi que l'itinéraire des rondes. Deux jours avant l'attentat, nous avons caché dans un couloir latéral le matériel d'incendie qui nous avait été fourni par Gœring. Il consistait en un certain nombre de bidons contenant un produit phosphoré auto-inflammable et en quelques litres de pétrole.

» Je me suis demandé pendant longtemps qui je chargerais de la mise de feu. J'arrivai à cette conclusion que je devrais mettre moi-même la main à la pâte avec quelques compagnons très sûrs. Je parvins à convaincre Gœring et Gœbbels qui m'approuvèrent. Je suis d'avis aujourd'hui que, s'ils se déclarèrent d'accord avec moi, c'est parce qu'ils croyaient me tenir ainsi entre leurs mains. Je choisis deux camarades en qui j'avais toute confiance. Ces camarades je les remercie de m'avoir assisté dans cette tâche difficile. Je les ai liés par serment — serment qu'ils ont tenu. Je savais qu'ils justifiaient ma confiance. Eux-mêmes décideront si leurs noms, qui figurent dans l'annexe ci-jointe, doivent être livrés à la publicité.

» Quelques jours avant la date fixée, nous sûmes par Helldorf que sur le pavé de Berlin avait surgi un jeune homme qu'on pouvait à coup sûr décider à collaborer à l'incendie. Ce garçon était un communiste hollandais. Le monde depuis a connu son nom : Van der Lubbe. Je ne l'ai pas vu avant l'attentat. Helldorf et moi réglâmes tous les détails. Le Hollandais devait agir seul dans la galerie avec des moyens de fortune. Mes amis et moi devions agir dans la salle des séances et dans celle des pas perdus. Le Hollandais devait commencer son travail à 9 h. et nous une demi-heure plus tôt.

» La difficulté consistait à bien observer l'horaire. Le Hollandais devait pénétrer dans le Reichstag à une heure où nous devions déjà l'avoir abandonné et où le feu devait déjà être mis. Pour permettre au Hollandais de se familiariser avec les lieux, Helldorf lui fit visiter le Reichstag. Nous décidâmes que Van der Lubbe pénétrerait par la fenêtre de la buvette, là où l'escalade était la plus facile à réaliser. Dût-il être pris que nous ne courions nous-mêmes aucun risque, même si nous devions avoir un retard de quelques minutes. Pour être certain que Van der Lubbe ne reculerait pas à la dernière minute, Sander ne le quitta pas d'une semelle de tout l'après-midi. Il le conduisit au Reichstag et le suivit des yeux dans son escalade. Dès que Sander se fut rendu compte que cette escalade avait réussi, il avertit par téléphone Hanfstaengl, à l'hôtel Goering. Jusqu'à la dernière minute, Van der Lubbe fut laissé dans la croyance qu'il travaillait tout seul.

» Quant à moi, je rencontrai mes deux camarades à 8 heures, au coin de la Neue-Wilhelmstrasse et de la Dorotheenstrasse. Nous étions en civil. Quelques minutes après, nous étions à l'entrée du palais, où nous pénétrâmes sans avoir été remarqués. Nous avions des bottes en caoutchouc pour ne pas nous faire entendre. Nous parvenons au couloir souterrain. A 8 h. 45, nous voici dans la salle des séances. Un des deux camarades revient encore au couloir souterrain pour amener le reste des matières incendiaires, cependant que l'autre et moi, alors, nous nous mettons au travail dans la salle Kaiser-Wilhelm. Nous préparons plusieurs foyers d'incendie dans cette salle Kaiser-Wilhelm, ainsi que dans la salle des séances. Nous badigeonnons les chaises et les tables avec le produit phosphoré. Les rideaux et les tapis sont imbibés de pétrole. Quelques minutes avant 9 heures, nous retournons à la salle des séances. A 9 h. 5, tout est terminé et nous gagnons la sortie. Il était temps : l'auto-inflammation du produit phosphoré devait avoir lieu trente minutes après son application. A 9 h. 15, nous escaladons le mur de clôture.

» Les imputations qui ont paru dans la presse du monde entier sont fausses. A nous trois, nous avons fait tout l'ouvrage. En dehors de Gœring, Gœbbels, Rœhm, Heines, Killinger et, plus tard, Hanfstængl et Sander, personne n'a rien su de notre projet. On prétend que ce n'est qu'après coup que le Führer a appris que ce sont ses sections d'assaut qui ont mis le feu au Reichstag. Je ne puis rien affirmer sur ce point. Je sers le Führer depuis onze ans ; je lui resterai fidèle jusqu'à la mort. Ce que j'ai fait, tout chef de section d'assaut l'accomplirait pour le Führer. Mais il est insupportable de penser que les S. A. soient trahies par ceux-là mêmes qu'elles ont portés au pouvoir. Je crois avec confiance que le Führer saura déjouer les machinations sinistres entreprises contre les sections d'assaut.

» J'écris ce document pour ma sauvegarde contre les plans de Gœring et de Gœbbels. Ce document sera détruit par moi si les traîtres reçoivent la récompense qu'ils méritent. » Berlin, 3 juin 1934.

» (signé) Karl Ernst, S-A-Gruppenführer. «

L'opinion du bureaucrate de parti : « Si Van der Lubbe était venu me trouver pour me proposer de m'associer à son projet criminel, j'aurais été le premier à le dénoncer à la police. » *Torgler*

L'annexe suivante est jointe au document :

» La présente déclaration ne devra être livrée à la publicité que sur mon ordre, sur l'ordre de l'un de mes camarades, Fiedler ou Mohrenschild, ou dans le cas où je périrais de mort violente. Mes camarades Fiedler et Mohrenschild, qui m'ont prêté leur concours, décideront seuls si leurs noms doivent être prononcés ou non. Nous trois, en agissant comme nous l'avons fait, avons rendu à la cause du national-socialisme le plus grand des services. »

Remarques. — Plusieurs réserves s'imposent au sujet du document Ernst, indépendamment des invraisemblances du récit et sans préjudice d'une expertise de la signature figurant page 8 du document.

En premier lieu, il est parfaitement invraisemblable que Ernst puisse à la fois accuser les « traîtres » Gœring et Gœbbels de l'incendie comme d'un *crime* contre l'Etat allemand et s'en glorifier lui-même comme d'un acte de *sauvetage national*. Il est parfaitement invraisemblable qu'il puisse à la fois adresser ses « révélations » à son « chef bien-aimé » Adolf Hitler avec des protestations d'éternelle fidélité au *nazisme*, et en confier la copie à M. Branting, ministre *social-démocrate*, soit directement, soit par personne interposée. Il est parfaitement invraisemblable qu'Ernst ait pu fonder sa *protection personnelle* sur un document qui constitue un acte de *haute-trahison* dans le cadre de la politique nazie, et dont la simple existence aurait été une « épée de Damoclès » suspendue sur sa tête.

La deuxième invraisemblance réside dans la conduite de Branting lui-même qui aurait *attendu* cinq mois (juillet-novembre) pour livrer à la publicité un document dont l'exploitation politique devenait inefficace en ce qui concerne la lutte politique en Allemagne, une fois passée la crise décisive et le tournant dangereux *du 30 juin*. Il faut donc admettre que le document a été mûrement combiné et fabriqué entre juillet et novembre, et cela dans le but essentiel, non pas d'aggraver la crise *intérieure* allemande, mais de consolider la position critique de la clique Munzenberg devant l'opinion mondiale en ce qui concerne les calomnies répandues par elle sur Van der Lubbe.

Un dernier mot

A l'heure actuelle, l'inquiétude des faussaires professionnels n'est pas encore calmée. Nous n'en voulons pour preuve que ces deux assertions cueillies au hasard dans un seul numéro de « *Monde* », celui du 12 avril 1935. A propos des « journaux de prison » officiellement rédigés et ouvertement circulés par les fractions communistes dans les geôles politiques du Portugal (on donne même le nom des rédacteurs responsables), nous apprenons que l'une des questions sur lesquelles porte « l'éclaircissement idéologique » poursuivi parmi les prisonniers porte sur la question suivante : *Les anarchistes et Van der Lubbe*. Que les prisonniers portugais aient besoin d'être « éclairés » sur ce point par le Parti communiste prouve que la vérité a fait beaucoup de chemin dans ce pays où cependant nous n'avons aucune relation directe. Un peu plus loin, lors de l'énumération des crimes réels ou supposés de la Gestapo en Suisse et en Angleterre, le nommé Paul Rax éprouve le besoin de nous faire savoir que les bourreaux de Leipzig, lors de l'exécution de Van der Lubbe, ont guillotiné une simple poupée. Cette nouvelle ne manquera pas d'étonner ceux des lecteurs de *Monde* qui avaient appris, quelques mois auparavant que Van der Lubbe avait eu « une crise de nerfs » en présence de la guillotine et s'était farouchement débattu jusque sous le couperet, en menaçant les juges nazis de procéder à des révélations *in extremis*... Elle ne saurait étonner ceux qui depuis deux ans sont à la recherche de la vérité et se heurtent chaque jour à de nouveaux mensonges, de la part des lâches et des traîtres qui ont livré le prolétariat allemand et qui ont choisi *Marinus Van der Lubbe comme bouc émissaire de leurs péchés et de leurs crimes*.

Van der Lubbe mort a été reconnu par son demi-frère, Jan van Peuthe. Les traces de son long martyre étaient visibles sur son corps torturé. La tête est au musée de la police, à Berlin, dans un bocal d'alcool. Le reste est inhumé dans le cimetière des condamnés, à Leipzig. Les dernières heures de notre cher camarades ont été impassibles ; sa fin silencieuse et stoïque reste un défi éternel aux oppresseurs du peuple allemand et de tous les peuples. Les temps futurs démontreront la fertilité de son sacrifice.

Et dans l'âme des hommes de foi et d'audace qui se lèveront pour te remplacer, brûleront, Marinus, les paroles que tu leur as léguées :

« Non pas les Partis — Vivre ou mourir.
» Non pas les Thèses — Gagner ou perdre.
» Non pas les Mots — Non pas même l'Etre.
» Tout est un droit à la Vérité. »

Comité international Marinus Van der Lubbe

La Révolution est-elle l'affaire des Partis?

Les pages que voici semblent avoir été écrites sous le coup de l'effondrment du bolchevisme en Allemagne, ou de la trahison, encore plus honteuse, qui fait de la socialdémocratie belge l'instrument du fascisme clérical... Et cependant, elles ont près de 25 années de date ! On les trouvera dans un ouvrage en langue allemande « Psychologie des Parteiwesen » *paru en 1911 ; et ceci est une preuve de plus du caractère profondément général des enseignements dégagés par l'auteur, Rt Michels.*

Tout parti, quelle que soit son idéologie, est une oligarchie fondée sur l'autorité des chefs.

Dès lors, est-il possible qu'un *parti* démocratique suive une politique *démocratique*, un *parti* révolutionnaire une politique *révolutionnaire* ? Devons-nous considérer comme une utopie non seulement le socialisme *politique* comme tel, mais encore la simple politique *socialiste* ?

LE PARTI ET LA CONQUETE DES MASSES : PARLEMENTARISME

L'organisation politique conduit une caste au pouvoir et le pouvoir est toujours conservateur. Que la politique *intérieure* des organisations de parti soit aujourd'hui absolument conservatrice, ou en train de le devenir, c'est là un fait qui ressort nettement. Mais il se pourrait que la politique *extérieure* de ces organismes conservateurs fût une politique hardie et révolutionnaire ; que la centralisation antidémocratique du pouvoir entre les mains de quelques chefs ne fût qu'un moyen tactique adopté dans le but de terrasser d'autant plus facilement l'adversaire, au moment voulu ; il se pourrait que les oligarques ne fussent chargés que de la mission provisoire d'éduquer les masses en vue de la Révolution, et que l'organisation ne fût ainsi qu'un moyen mis au service d'une conception blanquiste amplifiée.

Mais une pareille supposition est en contradiction avec la nature même du parti, lequel cherche au contraire à organiser sur la plus vaste échelle qui se puisse imaginer.

Or, à mesure que l'organisation grandit, la lutte pour les grands principes devient impossible.

C'est un fait d'observation que, dans les partis démocratiques actuels, les vastes conflits d'opinions se déroulent de moins en moins sur le terrain des idées et avec les armes pures de la théorie et dégénèrent vite en diatribes et attaques personnelles. Les efforts tentés pour étendre un pieux voile sur les discordes qui déchirent le parti, constituent l'inévitable conséquence de l'organisation dirigée selon des principes bureaucratiques : son principal objectif consistant à enrégimenter dans le parti le plus de membres possible, elle doit nécessairement considérer toute lutte pour les idées surgissant dans son parti comme un obstacle à la réalisation de ses fins, c'est-à-dire comme un obstacle qu'on doit éviter par tous les moyens possibles.

Cette tendance se trouve renforcée par le caractère parlementaire du parti ; car si tout parti aspire à avoir le plus grand nombre possible d'adhérents, le parlementarisme aspire à avoir le plus grand nombre possible de votes.

Or, le principal champ d'action du parti consiste dans l'agitation tendant à enrôler de nouveaux membres. Qu'est-ce, en effet, que le parti politique moderne ? Une organisation méthodique des masses électorales. Le parti socialiste, en tant qu'agrégat politique qui cherche à enrôler à la fois des membres et des électeurs, a un intérêt vital à gagner toujours de nouveaux votes et de nouvelles adhésions.

Toute perte de membres ou de suffrages, voire toute perte de mandats, affaiblit son prestige politique. Aussi doit-on avoir de grands égards aussi bien pour les nouveaux adhérents que pour ceux qui sont seulement susceptibles de s'affilier et qu'on appelle en Allemagne, *Mitläufer*, en Italie *simpatizzanti*, en Hollande *geestverwanten*. Pour ne pas effrayer ces gens qui sont encore éloignés du monde idéal du socialisme ou de la démocratie, on s'abstient de pratiquer une politique de principes, sans se demander si l'augmentation quantitative de l'organisation n'est pas de nature à porter préjudice à sa qualité.

LE PARTI ET LA CONQUETE DE L'ETAT : BUREAUCRATIE ET LEGALISME

Le dernier anneau de la longue chaîne de phénomènes qui confèrent un caractère profondément conservateur à l'essence intime du parti politique, alors même qu'il se pare du titre de révolutionnaire, consiste dans ses rapports avec l'Etat.

Né pour abattre le pouvoir centralisateur de celui-ci, parti de cette conception que, pour triompher de l'organisation de l'Etat, la classe ouvrière n'a besoin que d'une organisation suffisamment vaste et solide, le parti ouvrier a fini lui-même par se donner une forte centralisation, reposant sur les mêmes assises que celle de l'Etat : autorité et discipline. Il est devenu ainsi un système de gouvernement, c'est-à-dire que, organisé comme un gouvernement en petit, il espère pouvoir un jour assumer le gouvernement en grand.

Le parti politique révolutionnaire est un Etat dans l'Etat : il poursuit le but avoué de ruiner et de démolir l'Etat actuel pour mettre à sa place un Etat totalement différent. Et pour atteindre ce but, qui a pourtant un caractère essentiellement « étatique », le parti se sert en théorie de l'organisation socialiste, dont l'unique justification consiste précisément dans le fait qu'il prépare d'une façon patiente, mais systématique, la destruction de l'organisation de l'Etat sous sa forme actuelle.

Le parti subversif organise dans ses cadres la révolution sociale. D'où ses efforts quotidiens pour consolider ses positions, étendre son mécanisme bureaucratique, accumuler des capitaux. Tout nouveau fonctionnaire, tout nouveau secrétaire engagé par le parti est théoriquement un nouvel agent de la révolution ; comme toute nouvelle section est un nouveau bataillon et tout nouveau millier de francs fourni par les cotisations des adhérents ou par les revenus de la presse, ou offerts généreusement par un bienfaiteur sympathique, est un nouveau trésor de guerre pour la lutte contre l'adversaire.

Mais les directeurs de ce corps révolutionnaire, existant au sein de l'Etat, soutenu par les mêmes moyens et inspiré du même esprit de discipline que lui, ne peuvent à la longue ne pas s'apercevoir du fait suivant : à savoir que leur organisation, quelques progrès qu'elle puisse encore accomplir à l'avenir, ne sera jamais, si on la compare à l'organisation officielle d'Etat, qu'une faible et minuscule copie de celle-ci.

Il en résulte que, dans la mesure où il est humainement possible de le prévoir, toutes ses tentatives de mesurer ses forces avec celles de l'antagoniste seront, à moins d'événements extraordinaires, condamnés à un échec fatal.

La conséquence logique de cette constatation se trouve ainsi en opposition directe avec les espoirs qu'avaient conçus les fondateurs du parti alors qu'ils tenaient celui-ci sur les fonts baptismaux. Au lieu de gagner en énergie révolutionnaire, à mesure qu'augmentaient ses forces et la solidité de sa structure, le parti a vu se produire dans son sein un phénomène diamétralement opposé : nous voulons parler des rapports intimes qu'on a constaté entre la croissance du parti et la timidité et la prudence de plus en plus grandes dont s'inspire sa politique.

Le parti, sans cesse menacé par l'Etat dont dépend son existence, s'applique consciencieusement à éviter tout ce qui pourrait irriter celui-ci. La théorie elle-même, autant dire la science du parti, subit à l'occasion des atténuations, des déformations, si l'intérêt de l'organisation extérieure l'exige. L'organisation devient le seul nerf vital du parti.

Dans les premières années de son existence, celui-ci ne se lassait pas de faire ressortir son caractère révolutionnaire, non seulement par la fin qu'il poursuivait, mais aussi par les moyens qu'il savait choisir à l'occasion, sans toujours avoir pour eux une prédilection de principe.

Mais devenu vieux ou, si l'on préfère, politiquement mûr, il n'hésita pas à modifier sa première profession de foi, en se déclarant révolutionnaire « dans le meilleur sens du mot » seulement, c'est-à-dire non plus dans les moyens qui n'intéressent que la police, mais uniquement en théorie et sur le papier.

Ce même parti, qui n'a pas craint un jour de proclamer à haute voix, devant les fusils encore fumants des triomphateurs de Paris, son enthousiaste solidarité avec les Communards, annonce aujourd'hui au monde entier qu'il répudie la propagande antimilitariste dans toutes les formes susceptibles de mettre un de ses adhérents en conflit avec le code pénal, ne voulant, ajoute-t-il, assumer aucune responsabilité des conséquences qui pourraient en résulter.

Le sentiment de la responsabilité commence à s'éveiller subitement dans le parti socialiste. Aussi réagit-il de toute l'autorité dont il dispose, contre les courants révolutionnaires qui existent dans son sein et qu'il avait envisagés jusqu'ici d'un œil indulgent. Au nom de la grave responsabilité qui lui incombe et dont il sent maintenant tout le poids, il désavoue l'antimilitarisme, répudie la grève générale et renie toutes les hardiesses logiques de son passé.

Il est évident, et l'histoire du mouvement ouvrier international fournit à l'appui de notre thèse des exemples innombrables, que de cette façon le parti s'immobilise d'autant plus que son organisation s'étend et se fortifie davantage ; ce qui revient à dire qu'il perd son élan révolutionnaire, devient inerte et pesant, paresseux non seulement dans l'action, mais aussi dans la pensée.

Il s'attache avec une ténacité de plus en plus grande à ce qu'il appelle « la vieille et glorieuse tactique », c'est-à-dire à la tactique qui lui a permis de grossir ses rangs. Et c'est ainsi que devient de plus en plus invincible son aversion pour toute action agressive.

LE PARTI DEVANT LA REACTION INCAPACITE A SE DEFENDRE ET INADAPTABILITE DEFINITIVE

La peur de la réaction, qui hante le parti socialiste, paralyse chez lui toute action, c'est-à-dire toute manifestation de force, et lui ôte toute énergie pour la lutte quotidienne. Et pour justifier sa pleutrerie, il donne ce prétexte fallacieux qu'il veut réserver l'énergie dont il dispose pour les luttes futures. En d'autres termes : les tendances conservatrices qui sont inhérentes à toutes les formes de possession et d'autorité, se manifestent également dans le socialisme.

Les hommes du parti ont pendant un demi-siècle travaillé à la sueur de leur front pour créer une organisation modèle, vraiment révolutionnaire...

Et aujourd'hui que l'organisation englobe trois millions de travailleurs — plus qu'ils n'eussent osé espérer, plus même qu'ils ne jugeaient nécessaire pour remporter sur l'ennemi une victoire complète — voilà que le parti s'est doté d'une bureaucratie, qui par la conscience et le zèle qu'elle apporte à l'accomplissement de ses devoirs, par sa soumission parfaite à la hiérarchie, rivalise avec celle de l'Etat lui-même ; les caisses sont pleines ; un réseau complexe d'intérêts financiers et moraux s'est étendu sur tout le pays.

Une tactique énergique, entreprenante, serait de nature à tout compromettre : le travail de plusieurs dizaines d'années, l'existence sociale de plusieurs milliers de chefs et sous-chefs, *bref, le « parti » tout entier serait risqué sur* un simple coup de dé.

Aussi l'idée d'une nouvelle tactique de ce genre est-elle de plus en plus abandonnée. Elle se heurte dans une égale mesure et contre un sentimentalisme injustifié et contre un égoïsme justifié : l'amour sentimental de l'artiste pour l'œuvre qu'il a créée et qu'il veut préserver intacte, l'intérêt personnel de milliers d'honnêtes pères de famille dont la vie économique est indissolublement liée à l'existence du parti et qui tremblent à l'idée de perdre leur emploi et aux conséquences qu'ils auraient à supporter, si le gouvernement procédait à la dissolution du parti, ce qui pourrait facilement arriver en cas de guerre.

L'organisation cesse ainsi d'être un moyen, pour devenir une fin. Aux institutions et aux qualités qui au début étaient destinées tout simplement à assurer le fonctionnement de la machine du parti — subordination, coopération harmonieuse des membres individuels, rapports hiérarchiques, discrétion, correction — on finit par attribuer plus d'importance qu'au degré de rendement de la machine.

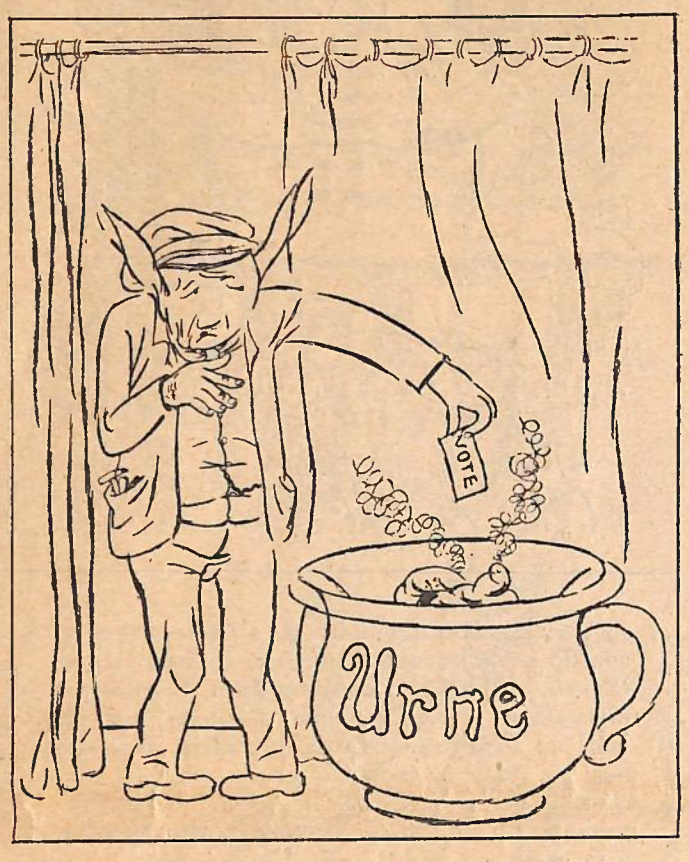
La seule préoccupation consiste désormais à écarter tout ce qui serait susceptible de s'insinuer dans les roues de son engrenage, menaçant ainsi, sinon l'organisme lui-même, sa forme extérieure représentée par l'organisation.

Alors même qu'il est attaqué et obligé de se défendre, le parti préférera au besoin abandonner de précieuses positions antérieurement conquises et renoncer à d'anciens droits, plutôt que de répondre à l'offensive des adversaires par des moyens qui pourraient « compromettre » le parti.

A mesure qu'augmente son besoin de tranquillité, ses griffes révolutionnaires s'atrophient et il devient un parti bravement conservateur qui continue (l'effet survivant à la cause) à se servir de sa terminologie révolutionnaire, mais qui dans la pratique, ne remplira pas d'autre fonction que celle d'un parti d'opposition constitutionnelle, jusqu'à ce qu'on prenne la peine de le supprimer.

CONCLUSION
LES RESPONSABILITES DU MARXISME
LE PARTI DEVIENT UNE FRANC-MAÇONNERIE D'ARRIVISTES

Certes, tout cela n'était pas dans la pensée de Karl Marx. Tout cela n'est plus du marxisme. Marx, s'il vivait encore, devrait se révolter contre une pareille dégénérescence. Il serait toutefois possible que, séduit par le spectacle d'une armée de trois millions d'hommes se réclamant de lui, voire jurant *in verba magistri* dans les occasions solennelles, il ne trouvât à son tour rien à dire en présence d'un si grave manquement aux principes énoncés par lui. En tout cas, il est dans la vie de Marx des antécédents qui n'excluent pas la possibilité d'une pareille hypothèse. C'est ainsi qu'il a su fermer les yeux, du moins devant le grand public, sur les fautes graves commises par la démocratie socialiste allemande en 1876.



La période actuelle, qui pourrait s'appeler la période des épigones de Marx, le caractère du parti, qui n'est plus qu'une organisation se consacrant tout entière à l'acquisition de nouveaux membres, qu'un parti de majorité absolue, et son infériorité par rapport à l'Etat font que le but primitivement poursuivi, et qui consistait dans la supression de l'Etat actuel cède peu à peu la place à un but nouveau qui est la pénétration de l'Etat par les hommes et les idées du parti.

La lutte que les socialistes mènent contre les partis des classes dominantes n'est plus conçue comme une lutte de principes, mais comme une lutte de concurrence. Le parti révolutionnaire rivalise avec les partis bourgeois dans la conquête du pouvoir. Aussi ouvre-t-il ses rangs à tous les individus qui peuvent lui être utiles sous ce rapport, ou qui sont tout simplement susceptibles de renforcer, de grossir ses bataillons dans la lutte où il est pacifiquement engagé.

Sa haine va tout d'abord, non à l'adversaire de sa « conception », mais aux rivaux redoutés, seulement sa virginité politique, à la suite des à ceux qui aspirent au même but que lui : au pouvoir. Cela faisant, le parti ne perd pas rapports de toute sorte qu'il contracte avec les éléments les plus divers et qui ont pour lui des conséquences graves et durables : il court encore le risque de perdre son caractère de parti (puisqu'un parti suppose l'accord de tous ceux qui le composent sur la direction à suivre pour atteindre des fins objectives et pratiques communes) et de se réduire ainsi à une organisation pure et simple...

R. MICHELS

Douze questions aux « Chefs révolutionnaires » du Prolétariat Espagnol

EST-IL VRAI, OUI OU NON...

...que Largo Caballero, dans son plaidoyer devant les juges espagnols répudia toute solidarité avec les mutineries des soldats, avec la grève générale armée et l'insurrection d'Octobre, reportant la responsabilité des événements sur Théodore Menendez ?

EST-IL VRAI, OUI OU NON...

...que Théodore Menendez, à son tour, proclama que dès le premier moment, il avait été en désaccord avec les ouvriers asturiens, accusant son corréligionnaire et ami Gonzalez Pena d'être le dirigeant du mouvement à Oviedo et dans toutes les Asturies ?

EST-IL VRAI, OUI OU NON...

...que Gonzalez Pena, au cours de son procès personnel, a déclaré que ni lui ni aucun autre député socialiste ne constituait le Comité Révolutionnaire d'Oviedo et a formellement accusé Antunez, Partin et Tutor d'être ceux qui formaient le dit Comité ?

EST-IL VRAI, OUI OU NON...

...que, de fil en aiguille, ce sont les anarchistes, ces « traîtres », ces « irresponsables » qui finissent par avoir *tout fait*, et par subir tous les coups de la justice bourgeoise ?

***

EST-IL VRAI, OUI OU NON...

...que le chef de la Fédération Communiste Ibérique, Joachim Maurin, devait recevoir des fascistes catalans de la Généralité un portefeuille de ministre, qui lui avait été promis pour le cas où le pronunciamento nationaliste réussirait ?

EST-IL VRAI, OUI OU NON...

...que Joachim Maurin, depuis trois années, prend pour tâche essentielle de désagréger la C. N. T., de dénoncer « le fascisme de la F. A. I. » et de faciliter la tâche aux démagogues de l'Esquerra nationaliste ?

EST-IL VRAI, OUI OU NON...

...que Joachim Maurin, le « grand militant prolétarien » avait été nommé par la Généralité de Catalogne à un poste de professeur spécialement créé pour lui, et dont il n'occupait même pas la chaire, touchant ainsi du gouvernement une véritable rente qui ne s'explique qu'en échange de services rendus ?

EST-IL VRAI, OUI OU NON...

...que Joachim Maurin, « l'homme sans reproche », polémiquant dans son organe avec un anarchiste émigré résidant illégalement en Espagne sous le nom de Robinson, prit soin dans sa réponse de dévoiler la véritable identité de son contradicteur et fut ainsi la cause de son arrestation et de son expulsion ?

EST-IL VRAI, OUI OU NON...

...que Joachim Maurin, se sentant menacé dans sa sécurité par la répression consécutive à l'incendie de XXX, dont les auteurs restaient inconnus, prit la parole dans un grand meeting et s'écria : « Oui, c'est nous qui l'avons fait ; c'est notre section de XXX qui a mis le feu à ce bâtiment » ; de sorte que le lendemain toute la section était en prison, tandis que Maurin continuait à jouir de la liberté ?

EST-IL VRAI, OUI OU NON...

...qu'à Barcelone, les hommes de confiance du Parti Communiste, du Parti Socialiste Catalan et de la Fédération Communiste Ibérique étaient dans la rue les 4 et 5 octobre — en train de donner l'assaut aux locaux syndicaux des anarchistes côte à côte avec les gardes d'assaut et les fascistes catalans ?

EST-IL VRAI, OUI OU NON...

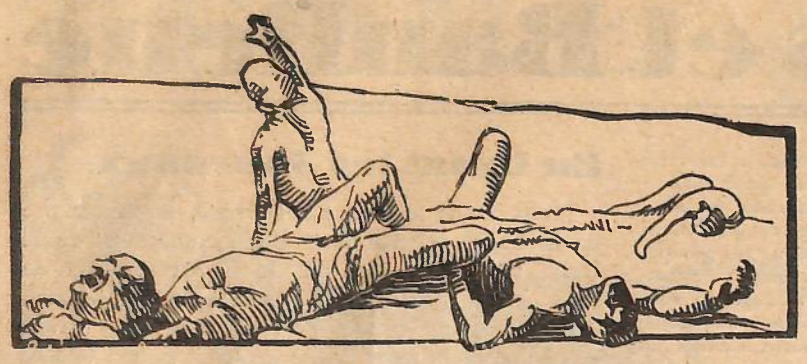
...que le mot d'ordre donné par Maurin, Badia et Dencas à leurs troupes, au moment même où ils invitaient les anarchistes à participer au mouvement était : « tuez les anarchistes partout où vous les rencontrerez » ?

EST-IL VRAI, OUI OU NON...

...que les chefs communistes de Séville, Malaga et autres fiefs électoraux des moscoutaires en Espagne, où le calme le plus complet ne cessa de régner durant l'insurrection d'Octobre, méritent, eux aussi, les félicitations de la bourgeoisie ?

Nous demandons aux intéressés, et particulièrement au journal « Spartacus » qui s'est fait leur porte-parole, de répondre clairement à ces douze questions.

A. P.



LA COMMUNE de 1871 vue par Louise Michel

LES DERNIERES BARRICADES

LE PERE-LACHAISE ET LE MUR DES FEDERES

Les portes du Père-Lachaise où se sont réfugiés des fédérés pour les derniers combats, sont battues en brèche par les canons.

La Commune n'a plus de munitions, elle ira jusqu'à la dernière cartouche.

La poignée de braves du Père-Lachaise se bat à travers les tombes contre une armée, dans les fosses, les caveaux, au sabre, à la baïonnette, à coups de crosse de fusil. Et les plus nombreux, les mieux armés, *l'Armée qui garda sa force pour égorger Paris*, assomme les plus braves.

Au grand mur blanc qui donne sur la rue du Repos, ceux qui restent de cette poignée héroïque sont fusillés à l'instant. Ils tombent en criant : Vive la Commune !

Là, comme partout, des décharges successives achèvent ceux que les premières ont épargnées ; quelques-uns achèvent de mourir sous les tas de cadavres ou sous la terre...

LA PRESSE DE VERSAILLES : « PAS ASSEZ DE MEURTRES »

Le Journal de Versailles (3e semaine d'Avril) ne se contentait point du spectacle quotidien des outrages et des tortures infligés aux communards et à leur proches. Il exigeait que *Paris tout entier* soit passé au fil de l'épée comme les cités cananéennes dans la Bible :

« Moins d'érudition et de philanthropie, messieurs, mais plus d'expérience et d'énergie ; si cette expérience n'a pu monter jusqu'à vous, empruntez celle des *victimes* !

» Nous jouons la France, en ce moment : le temps est-il aux morceaux de littérature ? Non, mille fois non ; nous savons le prix de ces morceaux-là !

» Faites un peu ce que les *grands peuples énergiques* feraient en pareil cas : PAS DE PRISONNIERS !

» Si, *dans le tas*, il se trouve par hasard un *honnête homme* réellement *entraîné de force*, vous le *verrez bien*. Dans ce monde-là, un honnête homme se désigne par son *auréole*.

» Accordez aux braves soldats liberté de venger leurs camarades en faisant, sur le théâtre et dans la rage de l'action, *ce que de sang-froid ils ne voudraient plus faire le lendemain*. »

LA DERNIERE BARRICADE

La barricade de la rue Saint-Maur vient de mourir, celle de la rue Fontaine-au-Roi s'entête. crachant la mitraille à la face sanglante de Versailles.

On sent la bande furieuse des loups qui approche, il n'y a plus à la Commune qu'une parcelle de Paris, de la rue du Faubourg du Temple au boulevard de Belleville.

Rue Ramponeau, un seul combattant à une barricade arrêta un instant Versailles.

Les seuls encore debout, en ce moment où se tait le canon du Père-Lachaise, sont ceux de la rue Fontaine-au-Roi.

Ils n'ont plus pour longtemps de mitraille, celle de Versailles tonne sur eux.

Au moment où vont partir leurs derniers coups, une jeune fille venant de la barricade de la rue Saint-Maur arrive en leur offrant ses services ; ils voulaient l'éloigner de cet endroit de mort, elle resta malgré eux.

Quelques instants après, la barricade jetant en une formidable explosion ce qui lui restait de mitraille, mourut dans cette décharge énorme, que nous entendions de Satory, nous qui étions prisonniers. A l'ambulancière de la dernière barricade et de la dernière heure, J. B. Clément dédia longtemps après la chanson « Au temps des Cerises ».

Personne ne la revit.

La Commune était morte, ensevelissant avec elle des milliers de héros inconnus.

APRES LA BATAILLE : LA CHASSE AUX PROSCRITS

La lettre suivante fut adressée de Versailles dès le 20 mai aux agents du gouvernement à l'étranger par le gouvernement de Versailles :

« Monsieur,

» L'œuvre abominable des scélérats qui succombent sous l'héroïque effort de notre armée ne peut être confondue avec aucun acte politique, elle constitue une série de forfaits prévus et punis par les lois de tous les peuples civilisés.

» L'assassinat, le vol, l'incendie systématiquement ordonnés, préparés avec une infernale habileté, ne doivent permettre à leurs complices d'autre refuge que celui de l'expiation légale.

» Aucune nation ne peut les couvrir d'immunité et sur le sol de toutes, leur présence serait une honte et un péril. Si donc vous apprenez qu'un individu compromis dans l'attentat de Paris a franchi la frontière de la nation près de laquelle vous êtes accrédité, je vous invite à solliciter des autorités locales son arrestation immédiate et à m'en donner de suite avis pour que je régularise cette situation par une demande d'extradition. »

JULES FAVRE.

LA COMMUNE EN PROVINCE

LE GUET-APENS DE MARSEILLE

» Nous voulons — écrivait la Commune de Marseille à la Commune de Paris, le 30 mars 1871 — la décentralisation administrative, avec l'autonomie de la commune, en confiant au conseil municipal élu de chaque grande cité, les attributions administratives et municipales.

» L'institution des préfectures est funeste à la liberté.

» Nous voulons la consolidation de la République par la fédération de la garde nationale sur toute l'étendue du territoire.

» Mais par-dessus tout et avant tout, nous voulons ce que voudra Marseille. »

Les élections devaient avoir lieu le 5 avril, à 6 heures du matin ; c'est pourquoi le général Espivent réunit aux équipages de la *Couronne* et *Magnanime* toutes les troupes dont il put disposer et, le 4, il bombarda la ville.

Un coup de canon à blanc avait averti les soldats ; mais, comme ils rencontrèrent une manifestation sans armes suivant un drapeau noir et criant: Vive Paris ! ils se laissèrent entraîner par la foule, avec les artilleurs et la pièce de canon qui venait de tirer deux autres coups.

Espivent, de l'autre côté, par le fort Saint-Nicolas, faisait bombarder la préfecture où il supposait la Commune.

Landeck, Megy, Canlet de Taillac, délégués de Paris, allèrent avec Gaston Crémieux trouver Espivent et lui exposèrent qu'il ne voudrait pas faire égorger des hommes sans défense.

Espivent, pour toute réponse, fit arrêter Gaston Crémieux et les délégués de Paris, contre l'avis formel de ses officiers.

Il fut obligé, cependant, de laisser aller ces derniers, qui avaient mission de lui signifier les volontés de Marseille ; (les élections libres et les gardes nationaux seuls chargés de la sécurité de la ville).

« Moi, dit Espivent, je veux la préfecture dans dix minutes, ou je la prends de force dans une heure. »

« Vive la Commune ! » s'écrièrent les délégués et, à travers la foule et les soldats fraternisant avec le peuple, ils partirent.

Espivent fit cacher derrière les fenêtres des réactionnaires et des chasseurs. La fusillade dura sept heures, soutenue par les canons du fort Saint-Nicolas.

Quand cessa le feu, la terre était couverte de cadavres.

Tandis que le sang coulait dans les rues pleines de morts, le Galiffet de Marseille donna l'ordre de fusiller les prisonniers à la gare (c'étaient des garibaldiens qui avaient combattu contre l'invasion de la France et des soldats qui n'avaient pas voulu tirer sur le peuple). Une femme, son enfant dans ses bras, et un passant qui trouvaient sévères les ordres d'Espivent, furent passé par les armes ainsi que quelques autres citoyens de Marseille, entre autres le chef de gare, dont le jeune fils demandait grâce pour son père. Espivent écrivait à son gouvernement à Versailles :

« Marseille, 5 avril 1871.

» Le général de division à M. le ministre de la guerre.

» J'ai fait mon entrée *triomphale* dans la ville de Marseille avec mes troupes ; j'ai été beaucoup acclamé.

Mon quartier général est installé à la préfecture. Les délégués du comité révolutionnaire ont quitté la ville individuellement hier matin.

» Le procureur général près la cour d'Aix, qui me donne le concours le plus dévoué, lance des mandats d'amener dans toute la France ; nous avons cinq cents prisonniers que je fais conduire au château d'If.

» Tout est parfaitement tranquille en ce moment à Marseille. »

Général ESPIVENT.

A LYON

A Lyon, la place de la Guillotière était pleine de foule, un appel affiché dans toute la ville, conviait les populations à ne pas être assez lâches pour laisser assassiner Paris et la République.

Non, les Lyonnais n'étaient pas lâches, mais le préfet Valentin et le général Crauzat, disposant de forces considérables, ils s'en servirent comme ils ne l'eussent jamais fait contre l'invasion.

La garde nationale de l'ordre se réunit à l'armée ; l'écrasement de la Commune de Lyon commença.

Le combat dura cinq heures à la Guillotière et à de nombreuses places dans la ville.

Albert Leblanc, délégué de l'Internationale, n'ayant pu passer pour aller à la Guillotière, prit dans la ville sa place de combat.

Après ces cinq heures de lutte terrible d'hommes mal armés contre des bataillons, la Commune de Lyon fut morte. *(à suivre)*

Après consultation des intéressés, la clôture du concours est remise au 31 juillet.

L'Almanach de TERRE LIBRE pour le 1er mai 1935 est sous presse ! Commandez-le à notre imprimeur. Prix : 2 fr. Les 10 : 18 fr.

Travail typographique exécuté en camaraderie et tirage sur les presses de l'Association Ouvrière « La Laborieuse », 7 rue J. B. A. Godin, Nimes.

Le Gérant : PAUL ROUSSENQ.

Edition de Paris et Banlieue

De ci - de là...

Plus de bénéfices de guerre ? — Voici ce que nous dit, dans *l'Œuvre* du 8 avril dernier, le citoyen J. Paul Boncour : « A la suite des scandales révélés par la » commission d'enquête du Sénat sur les industries de » guerre, l'Amérique s'apprête à décider qu'en temps de » guerre, « les magnats de l'industrie seront mobilisés » et devront, comme les autres, sacrifier leur intérêt » personnel au salut national ou bien ils seront envoyés » dans les tranchées ». En termes plus précis, toutes » les personnes occupant des postes dans la direction et » l'administration des sociétés, seront mobilisées sur » place à la déclaration de guerre. Elles recevront des » grades et des traitements ne dépassant pas ceux de » général de brigade, et si elles se refusent à coopérer, » elles seront versées dans les unités combattantes. En » temps de guerre, l'Etat confisquera, par voie de taxation, la moitié des bénéfices industriels qui ne dépasse- » ront pas 6%, et la totalité des excédents. »

L'homme qui a voulu nous doter d'une mobilisation des culs-de-jatte et des bébés en temps de guerre, voudrait sans doute nous rendre celle-ci plus acceptable. Il essaie vainement de nous faire croire que les capitalistes de notre pays seraient sérieusement gênés par une combinaison du genre citée plus haut, et qu'ils ne pourraient plus s'enrichir, étant sur le pied d'égalité avec le simple prolo. Mais nous voyons surtout là-dedans la sécurité de M. M. les patrons, nommés généraux de leur usine, avec droit de vie et de mort sur leurs employés de tout grade. Le code militaire à l'atelier, avec la peine de mort en cas de grève, de désertion, ou de prise de bec avec le contremaître, quelle charmante perspective pour un Citroën ou un Michelin ! Sans compter que les émoluments de général de brigade, outre la part de bénéfice prévue par la loi, et toutes celles qu'elle n'aura pas prévue, ne sont pas à négliger en temps de crise... Décidément, citoyen Paul-Boncour, vous avez bien mérité de la patrie, et des marchands de canons, avec votre mobilisation universelle !

***

Liaisons nécessaires pour l'action. — Action concertée, certes, mais entre nous d'abord ! C'est ce que nous ne cessons de dire aux anarchistes partisans de s'associer aux partis, dans les comités antifascistes, c'est-à-dire de s'unir avec leurs propres assassins.

Je relève dans *l'Humanité* du 11 février dernier, dans le compte-rendu du « grandiose rassemblement antifasciste à Toulouse », la perle suivante. Le communiste Chauvet, du comité populaire d'aide aux victimes espagnols, a fait acclamer :

« A la Présidence d'Honneur, le nom de Largo Caballero ».

Il s'agit du fameux assassin d'anarchistes et de syndicalistes, de celui qui a fourni à la bourgeoisie espagnole cette fameuse loi de Protection de la République et cette loi contre le vagabondage qui permettent d'arrêter n'importe quel adversaire du régime et n'importe quelle victime de la crise.

Dans ce même article, je note la participation à ce meeting de huit cents délégués : deux cents socialistes ; dix sections de la Ligue des Droits de l'Homme ; les rayons communistes de douze départements du Sud-Ouest ; plus des lettres d'appui de Romain Rolland, de Laly-Holbecque, de la Fédération Socialiste de la Seine, de la Ligue des Droits de l'Homme, des députés SFIO Tieu (Tarn) et Roux (Pyrénées-Orientales), du Dr Perez de Toulouse, etc...

Il y a assez d'anarchistes en ce pays pour influencer la lutte populaire *contre tous les fascismes*, mais il est nécessaire pour cela que les camarades comprennent que nous vivons à un des tournants les plus importants de l'histoire du monde, et sans prétendre centraliser leur activité, il est des plus utile d'établir une liaison entre les mouvements anarchistes de toutes les régions, car les événements peuvent nous obliger à agir simultanément.

***

Les bolchévistes, sauveurs du capitalisme ? — Lorsque le vent secoue les arbres fruitiers, il fait tomber les fruits les moins résistants. Il en est ainsi des petits capitalistes, abattus par la crise, et dépouillés ainsi de la part qui leur était réservée dans la course aux bénéfices. Comme la sève de l'arbre, l'argent monte alors vers les fruits les plus résistants. Seulement, rien ne garantit les survivants de ne pas tomber à leur tour, lors de la prochaine tempête qui s'annonce !

Les capitalistes — qui cherchent un moyen de rester là où sont les privilèges — n'en ont pas trouvé un par eux-mêmes. Mais d'autres s'en sont chargés et ce système de sauvetage (au moins momentané, car rien ne dure éternellement sous la même forme) se nomme Capitalisme d'Etat. Ce sont les bolchévistes qui ont prétendu le lui imposer, et les Saxistes français, hitlériens et mussoliniens marchent sur leurs traces, ce qui fait que l'on entend dire assez souvent que ceux-ci luttent « contre le capitalisme ».

Voici, en réalité, ce que cela veut dire : La crise économique mondiale pose ce dilemne pour tous : s'unir entre éléments ayant les mêmes intérêts, ou périr en luttant seul. Les socialistes bourgeois ont choisi l'union des capitalistes. Mais non plus dans les groupements habituels : syndicats patronaux, chambres de commerce, trusts et associations diverses ! Il s'agit de concentrer la direction et les bénéfices dans une seule poigne, celle de l'Etat, puis de les répartir suivant un plan entre tous les membres de la classe dirigeante, non plus par des titres d'apport, des actions ou des dividendes, mais en se partageant les postes politiques et économiques, en qualité de techniciens et fonctionnaires de l'Etat. Ces privilégiés, en échange de leur liberté personnelle, recouvrent l'assurance de pouvoir s'octroyer de cette façon une rente perpétuelle sous forme de salaire et sont en mesure de maintenir par tous les moyens à leur disposition, cette forme nouvelle d'exploitation sur les travailleurs, bernés une fois de plus.

Cette conception reposant sur la suppression du capitalisme particulier dans sa forme actuelle, permet à ces cyniques pantins de la politique de faire croire à bien des gens inéduqués que les bolchévistes et les fascistes luttent réellement pour la suppression du capitalisme tout court. Il est d'urgence de répéter partout et à tous que cette forme de société conserve les mêmes causes de notre esclavage actuel, et que le moment d'entrer dans la danse approchant, le rôle du prolétariat travailleur consistera à renverser tous les privilèges, à abolir le capital et le salariat et non pas à les combiner en une nouvelle dictature.

***

Politique et publicité. — La politique est l'art de gouverner, et la publicité l'art de bourrer les crânes. On ne gouverne que des crânes bourrés ; c'est pourquoi la publicité et la politique sont des sœurs siamoises. La première page des journaux ressemble de plus en plus à la dernière ; une campagne électorale se gagne par les mêmes procédés qu'une campagne de Cadum, Tokalon ou Kruschen.

Il y a d'abord le « personnage-type », le fétiche-fantôche, campé une fois pour toutes dans une humanité schématique, dans une attitude impressionnante de poteau indicateur : C'est Jaurès, Lénine, Hitler, Thaelmann, Hindenbourg, ou le bonhomme Embois.

Il y a le « slogan » — la devise automatique qui s'incruste peu à peu dans les cervelles, sature l'inconscient, explose en clameurs unanimes : « Deutschland erwache ! », « Juda verrecke », « Unité d'Action ! », « A bas les voleurs ! », « Les Soviets partout ! », « Maxima achète maximum ».

Il y a la « marque déposée » — drapeau, couleur, chiffre, totem, symbole — qu'on répète jusqu'à l'obsession et qui envahit bientôt les ténèbres magiques de l'âme et les ardoises des pissotières. La croix, le croissant, la couleur rouge, la fleur de lis, le triangle, le tricolore, la faucille et le marteau, le bonnet phrygien, le faisceau, la croix gammée, les trois flèches, la flèche unique du Front Social, l'aigle bleu de la N. R. A., les chiffres des listes électorales allemandes, le 55 fatidique des Galeries Barbès, sont des évidences qui se suffisent à elles-mêmes, et qui n'ont besoin d'aucune explication rationelle : « Travailleur ! combien de doigts à ta main ? Cinq ! vote au Reichstag la liste 5 ». Le 5, le 4, puis le 3 (numéros successifs de la liste communiste) ont été tour à tour assénés dans tous les crânes d'Allemagne, sans aucune allusion au contenu politique ou social du gris-gris.

Il y a la « publicité par l'objet », la photographie parlante. Le mensonge photographique est le plus perfide de tous les mensonges, car le public n'est pas immunisé contre lui. La photographie approfondit, éternise et généralise à l'infini un aspect superficiel, local et instantané de la réalité humaine. Et elle se présente comme la réalité même.

Une belle jeune fille, souriante et robuste, saisie sous un éclairage savant, en voilà assez pour imposer l'idée que le fascisme a régénéré l'Italie, ou que Kruschen donne la joie de vivre. Un travailleur au cou hâlé, aux bras virils évoquera toute une poésie imaginaire autour de l'Hitlérisme ou du Plan quinquennal. Le même haut-fourneau sous un ciel d'orage dira tour à tour l'enfer capitaliste ou l'essor d'un monde nouveau, selon l'art de la mise en page.

Laissez-moi photographier un homme, et j'en ferai un objet d'enthousiasme ou de répulsion, une idôle pour les foules, un vainqueur, un martyr ou un monstre.

Telle sont la Publicité et la Politique. Habiles toutes deux, bien maquillées, et joignant l'artifice à la nature pour nous séduire, nous distraire, nous blaser, nous vider de toute vérité et de tout amour du vrai.

Deux belles putains !

Il suffirait au peuple de rester immobile pour se rendre formidable. MIRABEAU.

En lisant les Journaux

Nous avons lu dans *Le Barrage*, hebdomadaire de la Ligue Internationale des Combattants de la Paix, un article décrivant le désarroi moral de deux jeunes gens, l'un français, l'autre allemand, qui se plaignent, chacun, de leur avenir sans travail et déplorent la mort inutile de leurs pères, tombés pendant la guerre, l'un dans les rangs français, l'autre dans le camp adverse.

Nos jeunes hommes ont acquis, par leurs études, un bagage qui naguère les eut favorisés, mais qui actuellement ne les empêche pas de grossir le nombre toujours croissant des chômeurs, troupe sans but, sans espoir, et découragée par l'incertitude du lendemain.

Et ce n'est pas le moindre scandale de notre époque, pourtant fertile en crimes sociaux, que de constater le nombre grandissant de ces jeunes hommes désœuvrés, vieux avant l'âge, maudissant leur sort, enviant leur semblable favorisé d'une occupation, et dont le triste idéal, hélas, est de trouver un patron.

Misère ! !

De *London-Paris-Agency* du 23 Janvier 1935, n° 8.038, dans les échos, nous extrayons cette question : Pourquoi ne publie-t-on jamais le détail du budget de la Chambre des députés qui s'élève à 75 millions ? (Ce qui fait 120.000 fr. par député !)

Question naïve ou qui feint de l'être, mais, enfin, pourquoi pas ?

L'ancien révolutionnaire *Laval*, actuel Ministre, a été reçu cérémonieusement par le pape. Il était accompagné de sa demoiselle, la toute charmante José, qui portait sur la poitrine une croix grande comme ça.

Et c'est très bien comme cela, dit-on à Aubervilliers.

Comme on le disait dans le 18e arrondissement de Paris, quand la jeune fille de Monsieur *Cachin*, révolutionnaire actuel, cette petite qui venait autrefois faire les commissions dans les Coopératives du quartier, et que les camarades vendeurs étaient heureux de présenter aux clients comme la fille du « Camarade-Député », comme on le faisait remarquer aussi, dis-je, quand cette demoiselle, avocate, épousa en grande pompe le propre fils de Monsieur *Jacquier*, actuel Ministre du Travail ; à cette époque rapporteur du Budget de la Chambre, budget qui comportait un projet de diminution des fonctionnaires.

Il y avait aussi à ce mariage d'autres personnes décoratives, entre autres Monsieur *de Monzie*, alors Ministre de l'Education Nationale, le même qui prit des sanctions contre les instituteurs antifascistes.

Il y avait même un camarade ouvrier bolchévik, mais il servait à table...

Farceurs ! !

Les copains.

Note de la Rédaction — Nous avertissons les lecteurs de *Terre Libre* que les envois gratuits ayant été faits trois fois, seront supprimés pour le prochain numéro.

Envoyez votre abonnement au camarade Laurent, 26 avenue des Bosquets, Aulnay-sous-Bois (S. et O.).

Prix de l'abonnement : 3 fr. par an.

PERIODIQUES REÇUS :

La Conquête du Pain (42, rue de Meudon, Billancourt — Seine — Prix : 0 fr. 50).

Le Combat Syndicaliste (96, rue Grange-Garat, Limoges — Haute-Vienne — Prix : 0 fr. 50).

La Voix Libertaire (Boîte postale n° 27, Limoges — Haute-Vienne — Prix : 0 fr. 50).

Le Réveil Anarchiste (6, rue des Savoises, Genève — Suisse — Prix : 0 fr. 75).

Spartacus (23, rue Mouffetard, Paris Ve. Prix : 1 fr.).

Le Rouge et le Noir (1, rue des Colonies, Bruxelles — Belgique — Prix : 1 fr.).

La Révolution prolétarienne (55, rue du Château d'Eau — Paris Xe — Prix : 2 fr.).